

“Il n'existe pas de remparts à la crise”

Crise de la zone euro, effondrement des crédits publics, récession... Rarement les indicateurs ont autant viré au rouge à l'entame d'une nouvelle année. Entreprises et institutions, tant au plan national que régional, craignent une croissance atone. Karim Messeghem, professeur des universités (UM1) et directeur du Laboratoire d'Excellence Entreprendre, livre des clefs d'analyse.

Quel visage la crise prendra-t-elle en 2012 ?

Le contexte de 2012 sera sans doute marqué par une crise de confiance. Nous nous heurtons ici à une difficulté, qui est d'établir le bon scénario. La situation peut-elle évoluer comme elle l'a fait en 2008 ou bien s'agira-t-il d'une séquence plus courte ? Dans tous les cas, disons le mot : nous vivrons une phase de récession, peut-être plus brève mais pas moins intense qu'en 2008, avec des taux de croissance faibles. Cette crise de confiance se nourrit des incertitudes sur la dette. Elle impacte aussi la consommation des ménages, jusqu'ici le seul moteur de la croissance, qui s'essouffle de plus en plus. Elle se traduit, enfin, par des interrogations sur la légitimité des institutions et des entreprises. Une récente étude de l'Observatoire Société et Consommation indique que 75 % des Français ne font plus confiance aux banques. Le même niveau de défiance se retrouve pour d'autres acteurs économiques : 58 % n'ont plus confiance dans la grande distribution. Autant d'éléments qui freinent le redémarrage économique.

La France, et singulièrement le Languedoc-Roussillon, souffriront-ils des difficultés frappant nos voisins espagnols et italiens ?

Le tissu économique régional est composé d'une majorité de PME, et seul un quart de ces dernières sont réellement engagées dans l'export. Elles restent, de plus, centrées sur des échanges de proximité, d'abord en direction de l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne. Il est certain qu'en 2012, elles devront s'orienter vers de nouveaux marchés pour trouver des relais de croissance. Malgré les incertitudes, l'Asie, et spécialement la Chine qui devrait conserver un taux de 8,5 % de croissance, offrent des alternatives.

© Edouard Hamnoteaux



Karim Messeghem, professeur et directeur du Laboratoire d'Excellence Entreprendre.

L'activité régionale dépend étroitement de la commande publique. Les collectivités pourront-elles encore jouer le rôle de locomotives dans le contexte que vous décrivez ?

Elles vont sans doute réduire la voilure sur l'engagement financier public. En termes d'investissements ou d'achats, on peut s'attendre à une réduction des volumes liés au fonctionnement des collectivités. Au plan national, ce sont tout de même 29 Mds € d'économie qui sont envisagés, à travers une hausse de la fiscalité (pour 60 %) et une baisse des dépenses (40 %). Pour les acteurs locaux, il y aura forcément un impact. En parallèle, la marge de manœuvre d'acteurs nationaux et régionaux tels que la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et d'OSEO sera moindre. Mais depuis 2008, j'observe une logique d'apprentissage de la réponse à la crise, qui favorise une meilleure coordination des acteurs de l'économie. Des solutions d'accompagnement avaient été mises en place, et elles repassent au premier plan, à l'heure actuelle, au niveau des préfetures d'une dizaine de régions, dont la nôtre. Les « commissaires de la réindustrialisation », dédiés à la restructuration des tissus économiques locaux, devraient aussi prendre une part active dans le suivi des PME.

“La remise en cause de la signature de l'État est de moins en moins taboue”

Comme en 2008, se dirige-t-on vers un assèchement du crédit ?

On peut, en effet, déjà noter des évolutions de comportement dans les politiques d'octroi du crédit. Elles sont liées aux nouvelles normes comptables dites de « Bâle III », qui favorisent une gestion plus prudente sur les crédits aux entreprises et aux ménages. De façon globale, la période de confiance dans l'acteur public national prend fin, ce qui était inimaginable à une date récente. La remise en cause de la signature de l'État est de moins en moins taboue. La séquence de 2008 a déjà montré la fra-

gilité du secteur public, exposé au travers de produits financiers risqués. Cela pousse aujourd'hui certaines collectivités à revoir leur niveau d'investissement, comme PACA qui songe à faire un emprunt auprès des particuliers.

Sur le plan des entreprises, les outils de financement disponibles sont-ils suffisants ?

Ils sont sans doute nécessaires, mais pas suffisants. Le Languedoc-Roussillon se caractérise par une vraie dynamique de l'accompagnement économique, notamment sur l'ouverture à l'international, où Sud de France permet de mutualiser les moyens et de donner plus de visibilité aux PME. Il y a aussi, comme je le disais, une forte volonté de coordonner les actions de la CDC, d'OSEO et du Conseil régional. Mais comme souvent, ce sont d'abord les entreprises les plus dynamiques qui se greffent sur ces mécanismes. Comment aller chercher celles qui le font moins ? Cela relève bien sûr du management de l'entreprise, à qui il appartient de repérer les systèmes d'aide. Mais elle se heurte alors à une logique de strates multiples, qui a un effet décourageant pour le dirigeant. Nous devons donc aller vers plus de lisibilité et de simplification, en limitant le nombre de dispositifs disponibles et en identifiant l'acteur le plus légitime pour assurer cette coordination.

Les caractéristiques des PME (effectifs réduits, fonds propres inexistant) peuvent-elles, paradoxalement, les préserver ?

C'est souvent grâce aux TPE et à la création d'entreprises que le redémarrage économique devient possible et s'intensifie. Si on se projette dans la sortie de crise, la région dispose déjà des structures pour engager cette dynamique. Or l'enjeu actuel porte plutôt sur le développement et la rencontre d'acteurs tels que les *business angels*. Nous devons donc travailler sur l'émergence de structures favorisant cette rencontre, telles que Soridec. Il faudrait aussi modifier l'état d'esprit des diri-

geants, en les faisant changer d'attitude, par exemple, sur l'ouverture de capital. Il faut montrer que la croissance, à l'avenir, ne se fera que dans l'ouverture, que ce soit celle des marchés ou des capitaux.

“C'est dans notre région que peuvent naître les business models de demain”

Quels secteurs d'activité s'en sortiront le mieux ?

Sur le tourisme, un facteur d'incertitude géopolitique a pesé sur les derniers mois. Le Printemps arabe a apporté un vent de liberté aux pays concernés, mais aussi d'inquiétude sur les destinations avec lesquelles la région est en concurrence. Le Languedoc-Roussillon en a profité, mais surtout sur le tourisme d'origine française. Le tourisme haut de gamme, lui, bénéficie d'une offre qui s'élabore peu à peu, dans l'hôtellerie de luxe par exemple, et trouve son public. Cette offre pourra probablement jouer le rôle de moteur. Sur la viticulture, nous traversons une phase où la France reprend la première place, tirée par la production régionale, alors que la production des pays voisins s'oriente à la baisse. On peut donc imaginer écouler des volumes plus importants, mais tout dépend de la chute d'activité globale et du périmètre des pays touchés. La Chine, les États-Unis ou la Russie auront sans doute un attrait pour nos produits.

Quels sont les points forts de la région pour surnager en 2012 ?

Il n'existe pas de remparts à la crise, mais nous disposons d'une capacité de recherche et d'innovation qu'il faut continuer à valoriser. L'attribution de sept Labex au Languedoc-Roussillon en 2011 prouve notre capacité à produire de la connaissance utile aux entreprises. Sur des secteurs tels que les biotechnologies ou l'agroalimentaire, c'est dans notre région que peuvent naître les *business models* de demain.

Propos recueillis par Anthony Rey